



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

07/10/2024

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 195 du 07 octobre 2024**

MOINS 44 % DE BUDGET POUR LA SANTÉ : LA DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC CONTINUE !

Alors que la première sortie de Michel Barnier s'est effectuée dans un hôpital, plaçant la santé parmi ses priorités, nous découvrons avec stupeur que le budget du ministère de la Santé sera amputé l'an prochain de 44 %, soit la plus forte saignée de tous les ministères. Ce budget, qui n'est pas celui de la Sécurité sociale, concerne notamment les investissements dans les hôpitaux. Pour rappel, les fameuses promesses du Ségur de la santé annonçaient 6 milliards d'euros d'investissement pour les hôpitaux et les Ehpad... des annonces mensongères !

Regardons de plus près les conséquences concrètes de ces mesures. De très nombreux hôpitaux souffrent de vétusté et nécessitent des rénovations urgentes. Ces travaux ont été retardés depuis que la Banque centrale européenne oblige les hôpitaux à emprunter auprès d'elle avec des taux d'intérêt élevés, ce qui a abouti à **une dette cumulée de plus de 30 milliards d'euros**.

Plus grave, certains ont été plombés par des emprunts toxiques, avec des taux d'intérêt qui ont dépassé les 20 %. Face à cette impasse, le gouvernement est intervenu. Mais il s'est contenté de reprendre à sa charge seulement un tiers de cette dette, ce qui laisse aux hôpitaux une charge d'intérêt d'environ 1 milliard par an. Somme qui manque non seulement pour investir mais qui pèse aussi sur la principale dépense des établissements : les salaires. Ce qui se traduit par une réduction des embauches alors que nous manquons déjà de personnel.

Cette saignée fait suite à celles opérées les années précédentes avec le transfert au budget de la Sécurité sociale du financement de certaines agences ou encore de la rémunération des étudiants hospitaliers. La stratégie est claire, on déshabille le ministère de la Santé et on charge la barque de la Sécurité sociale pour alourdir son fameux trou, ce qui permet d'imposer comme obligatoires des mesures d'économies. Dans le même temps, le budget militaire progresse de 5 % dans le cadre de la Loi de programmation qui affecte **413 milliards aux armées d'ici à 2030**. Bref, des milliards pour l'armée, l'austérité pour la santé. Autre exemple des choix de l'État dans un domaine où visiblement l'argent coule à flots, **c'est celui des aides aux entreprises pour soi-disant réindustrialiser la France**. Ainsi Sanofi, champion français de la pharmacie, s'est vu octroyer une subvention de l'État de **240 millions d'euros pour son usine de Neuville-sur-Saône**, avec en perspective la création de 200 emplois. Belle opération pour une entreprise qui fait entre 5 et 10 milliards d'euros de bénéfices. Quelle efficacité pour la collectivité quand la création d'un emploi coûte plus d'un million d'euros ? Tout cet argent manque pour la santé, c'est-à-dire pour la vie, au profit de la guerre et des profits.

LETTRE DE LA CGT ÉNERGIE PARIS À SOPHIE BINET ET AU BUREAU CONFÉDÉRAL !

Chère Sophie, cher(e)s camarades,

Le syndicat CGT Energie Paris tient à vous interpeller en ta qualité de première responsable de la CGT, ainsi que tous les camarades membres du bureau confédéral.

Voilà maintenant un an et demi que la nouvelle équipe dirigeante confédérale issue du dernier congrès exerce ses mandats.

Depuis, la situation dans notre pays ainsi que sur la scène internationale s'est considérablement dégradée, et nous avons traversé des épisodes politiques d'une extrême gravité.

Passage en force au printemps 2023 via le 49.3 de la contre-réforme sur les retraites par le gouvernement Macron, malgré de fortes mobilisations ouvrières durant plusieurs mois.

L'intensification de l'agression barbare coloniale de l'état d'Israël à l'encontre du peuple Palestinien, à Gaza et en Cisjordanie, agression qui se poursuit et s'étend aujourd'hui au Liban avec la complicité du bloc occidental dont la France et son gouvernement sont complices.

Sur notre continent, la continuité de la guerre qui oppose la Russie de Poutine à l'Ukraine, guerre alimentée et soutenue notamment par l'OTAN et les USA, avec le risque réel d'une expansion du conflit à toute l'Europe.

Aujourd'hui, ces 2 conflits représentent une menace réelle pour la paix dans le monde, au vu des enjeux géopolitiques et géostratégiques qu'ils représentent.

Dans la dernière période en France, nous avons assisté à un véritable coup d'état institutionnel, puisque nous nous retrouvons aujourd'hui avec un gouvernement illégitime, dont le premier ministre est issu d'une formation politique arrivée en cinquième position des élections législatives, et qui va mettre en place, une politique exclusivement au service du capital et de la bourgeoisie.

C'est d'ailleurs cette politique qui a été rejetée par les urnes et dont le peuple ne veut plus. Tout cela dans une phase de radicalisation extrême du capital qui, traversant une crise aigüe, fait naturellement le choix du fascisme et de l'extrême droite, contre nos intérêts de classe et l'intérêt du pays.

C'est dans ce contexte, qu'une répression inouïe partout sur le territoire et en outre-mer, s'abat sur notre classe sociale et donc aussi sur la CGT et ses militant(e)s.

Face à cette situation dangereuse et exceptionnelle, nous sommes convaincus que la CGT a un rôle central à jouer, qui nécessite la mise en place d'une stratégie nouvelle de combat à la hauteur des enjeux.

Or, au niveau confédéral de notre organisation, nous faisons le constat de la continuité de la stratégie perdante mise en place ces dernières années, stratégie qui a d'ailleurs été rejetée et c'est historique, lors du dernier congrès confédéral, au travers du vote sur le bilan d'activité.

Résultat, alors que Macron a piétiné notre vote et incinère le peu de démocratie existante dans la cinquième république, la CGT a rencontré le 25 septembre dernier, ce premier ministre fantoche en lui « demandant » d'appliquer nos revendications.

A part légitimer ce gouvernement, quel est le but de cette démarche les camarades ?

D'autant que, parallèlement, on organise une seule journée de mobilisation le 1er octobre, sans aucune autre perspective ni aucune stratégie à moyen terme.

Nous nous trouvons de fait dans la traditionnelle date de manifestation d'automne, comme lors des années précédentes, avec le succès que l'on connaît.

Aller convaincre les collègues de la nécessité de lutter dans ce cadre relève de l'exploit. D'ailleurs, dans la foulée, Barnier annonce une mesure qui va geler le niveau des pensions. A ce titre, quel bilan tirons-nous de la bataille pour nos retraites en 2023 ?

Une lutte s'étalant sur 5 mois, où du début à la fin, nous gardons le même rythme de manifestations saute-mouton, qui bien qu'elles soient massives, nous mènent à la défaite.

Chère Sophie et camarades du bureau confédéral, Macron en bon valet du patronat, n'obéira que par la contrainte, ce qui passe nécessairement par un rapport de force d'un autre niveau, avec comme stratégie identifiée, le blocage de l'outil de production dans le pays dans tous les secteurs, dans le cadre d'une grève générale et durable.

Nous tenons à préciser que nous n'attendons pas tout de la confédération et, nous sommes parfaitement conscients qu'une grève générale ne se décrète pas d'un claquement de doigts.

En revanche, cela se construit et s'organise dans le temps, en s'appuyant sur des objectifs revendicatifs clairs et une stratégie ambitieuse et partagée.

Or, si la CGT ne porte pas cette ambition, personne ne le fera à notre place.

L'augmentation générale des salaires et des pensions, le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisations, la mise en place de l'échelle mobile des salaires ne s'obtiendront jamais avec la seule manifestation du 1er octobre.

C'est la forme même de nos luttes qui doit être repensée et travaillée.

C'est pourquoi, dans le respect des aspirations portées lors du dernier congrès confédéral, nous demandons que notre CGT s'attèle avec toutes ses fédérations, UD et UL, à un véritable plan de bataille social, clair, ambitieux et partagé, afin que la CGT dans toutes ses composantes, se dresse et avance d'un seul bloc vers une grande victoire et l'obtention de nouveaux conquies sociaux.

Au vu de la situation en France et dans le monde, au vu de la violence que le capital nous impose et fait subir à la classe ouvrière, les électriciens et gaziers parisiens du service public, comme beaucoup de travailleuses et travailleurs en France, s'engageront nécessairement dans la grève et

dans la lutte dans les prochains mois pour une seule et bonne raison : nous n'avons pas d'autre choix !

Et comme nous portons dans nos statuts la transformation de la société, la confédération doit réaffirmer dans le cadre de nos luttes, la nécessité de la fin du système capitaliste, qui porte en lui comme seules perspectives, les guerres impérialistes, le fascisme, le désastre écologique et la ruine sociale pour les peuples du monde.

Nous sommes convaincus que si nous construisons collectivement ces objectifs en nous appuyant sur cet outil indispensable que représente la CGT, alors oui une victoire historique est possible, victoire qui ouvrirait nécessairement des perspectives bien plus grandes pour la classe ouvrière.

Chère Sophie, cher(e)s camarades du bureau confédéral, recevez nos salutations fraternelles.

CENTRALE EDF DE CORDEMAIS : QUAND TRANSITION RIME AVEC TRAHISON ?

EDF vient d'annoncer la fin du projet Ecocombust et de fait l'arrêt de production de la centrale de Cordemais en 2027. La FNME-CGT fustige cette décision et se pose la question : qui pilote aujourd'hui l'énergie en France ?

Alors que les travailleuses et les travailleurs de la centrale EDF de Cordemais portent depuis maintenant 9 ans un projet alternatif permettant de maintenir une production d'électricité pilotable indispensable au réseau en se basant sur l'économie circulaire et la valorisation de déchets pour sortir du charbon, EDF décide de dire stop pour des questions économiques faisant fi des engagements politiques.

Comment comprendre cette décision prise par EDF alors qu'Emmanuel MACRON déclarait le 23 septembre 2023 : « *On a encore deux centrales à charbon, Cordemais (ouest) et Saint-Avold (est), on va complètement les convertir à la biomasse* »

Comment comprendre cette décision quand la ministre Agnès PANNIER-RUNACHER a également soutenu explicitement ce projet, qu'elle avait validé le 20 janvier 2023 en tant que solution crédible et nécessaire pour répondre aux enjeux énergétiques et environnementaux ?

Cet abandon de la part d'EDF, soi-disant entreprise 100% publique, pose la question de qui prend réellement les décisions ? Qui pilote la stratégie énergétique du pays ? Qui tient la laisse et pourquoi un tel empressement ?

Les travailleuses et travailleurs de l'énergie, ainsi que les citoyens, méritent une réelle planification où le projet Ecocombust prendrait toute sa place.

Agir pour l'intérêt général et celui des salariés ou trahir l'avenir au seul prétexte que la transition énergétique aurait un coût, la FNME-CGT, ses syndicats et les élus locaux ont choisi leur camp. Le nouveau ministère, lui, devra répondre de sa passivité.

LA CASSE DE LA POSTE CONTINUE !

Le service public postal première victime du nouveau gouvernement ?

Alors que la CGT est auditionnée à l'Assemblée nationale dans le cadre du financement des missions du service public postal, c'est par la presse que la Fédération CGT des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications (CGT FAPT) apprend que, selon le PDG de La Poste, que l'état aurait décidé d'**une coupe budgétaire de 50 millions d'Euros sur 160 millions** qui concerne directement le financement **des bureaux de poste et autres agences postales**.

La CGT s'élève contre cette annonce qui va clairement à l'encontre des intérêts de la population et des postières et postiers dont l'emploi se trouve menacé.

Une fois de plus, il s'agit de faire payer au peuple les conséquences d'un politique libérale qui s'obstine à prendre aux pauvres pour donner aux plus riches, aux actionnaires, à la caste des nantis.

Cette décision, si elle se confirme, serait un coup de plus porté contre le service public en général et le service public postal en particulier.

Pour la CGT, La Poste est un symbole du service public. Elle est indispensable pour la démocratie, la cohésion sociale et territoriale. Par son histoire, ses missions d'intérêt général, elle occupe une place à part dans la vie économique et politique, sociale et culturelle.

Nul n'ignore l'enjeu de la présence d'un bureau de poste dans un village ou un quartier, en termes de préservation du lien social au moment où les inégalités sociales explosent et le pouvoir d'achat des plus vulnérables s'effondre.

Le service public postal doit vivre !

Des dizaines de bureaux de poste dont la fermeture était programmée ont déjà pu être sauvés par la mobilisation conjointe des postiers et de la population, et avec la CGT.

La CGT appelle la population, les postières et postiers, à s'élever et lutter sur tout le territoire contre cette décision, et pour le maintien et la réouverture des bureaux de poste.

FILES D'AIDE ALIMENTAIRE : LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE PERSISTE, LE GOUVERNEMENT SE TAIT !

Rennes, Bordeaux, Toulouse... Les files d'aide alimentaire n'ont pas disparu, loin de là. Elles sont remplies d'étudiants. Indispensables pour de nombreux jeunes, sans lesquelles ils ne mangeraient pas à leur faim. Ces images font le tour des réseaux sociaux. Difficile de croire qu'autant de personnes ont besoin de l'aide alimentaire pour survivre, **dans la 7^e puissance économique**. En 2024, près de **20 % des étudiants de notre pays ne mangent pas à leur faim**.

« Je me sens de plus en plus impuissante. Je n'aurais jamais cru en arriver là, dans cette file d'attente à Rennes, à devoir faire la file pour manger, et des centaines de gens autour de moi sont dans la même situation. On veut

simplement vivre normalement, mais on nous met des bâtons dans les roues. Pourquoi Macron a supprimé le repas à 1€ ? Je suis fatiguée de cette maltraitance, je suis tellement fatiguée », témoigne Sarah, 22 ans.

Une réalité sociale gravissime passée sous le tapis par le Gouvernement, trop occupé à faire la chasse aux étrangers et tout ce qui permet la sécurité collective de tous, comme l'Aide médicale d'État. Trop occupé à voler le résultat des élections législatives, le camp présidentiel semble n'avoir que faire de cette situation. Pour cause, c'est sa politique et son absence de mesures qui est en cause.

La précarité étudiante, le résultat de la politique d'Emmanuel Macron !

À Rennes, plus de 600 d'entre eux faisaient la queue pour se nourrir à la distribution alimentaire de rentrée. Le même jour, France Bleu Gironde a diffusé une vidéo faisant état d'une distribution alimentaire à Bordeaux. 500 jeunes faisaient la queue dans l'espoir de manger. Des distributions alimentaires sont organisées aussi à Paris, à Bordeaux, mais également dans d'autres villes, où ces actions de solidarité restent discrètes sur les réseaux sociaux.

Une consultation de la Fédération des Associations Générales Étudiantes (FAGE) démontre que 19% des étudiants ne mangent pas à leur faim. Même son de cloche du côté de l'association d'aide alimentaire Linkee dont le rapport 2024 souligne que **54 % des étudiants bénéficiaires de son action sautent régulièrement un repas (contre 43 % en 2021 et 2022)**, et que la moitié vit avec moins de **50 € de reste à vivre par mois**. Au moins aussi gravissime, les étudiants renoncent à se soigner faute de moyens. Ainsi, le rapport Linkee souligne que **54 % des étudiants interrogés ont dû renoncer à des soins médicaux au cours des 12 derniers mois pour des raisons financières**.

Le camp présidentiel a refusé les repas à un euro pour tous les étudiants, une mesure qui en aurait sorti un très grand nombre de la précarité. Le gouvernement s'est aussi opposé à l'allocation d'autonomie jeune pour permettre à chaque étudiant et lycéen fiscalement indépendant de pouvoir vivre au-dessus du seuil de pauvreté. La Contribution à la Vie Étudiante et de Campus (CVEC) a encore augmenté pour atteindre plus de 100 € par an, tandis que les loyers CROUS ont augmenté de 3,5 %. Enfin, la revalorisation des bourses a été suspendue du fait de la dissolution décidée par Emmanuel Macron. Les responsables de cette situation sont à l'Élysée et à Matignon.

PONT DE CLAIX (ISÈRE) : DEUX PLATEFORMES CHIMIQUES ET 8.000 EMPLOIS MENACÉS EN ISÈRE !

L'entreprise Vencorex a annoncé début septembre sa mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Lyon. Etranglé par sa recherche insatiable de profit immédiat et écrasé par une surproduction asiatique, Vencorex cumulerait plus de 200 millions d'euros de dettes auprès de son actionnaire principal, **le groupe pétrochimique thaïlandais PTT Global Chemical lui-même détenu à 47% par l'Etat thaïlandais**.

Le groupe, issu du démantèlement de Rhône Poulenc, emploie près de **500 personnes en France**, principalement dans l'Isère mais aussi dans le Rhône, et est spécialisé dans la production de chlore, soude, hydrogène, monomères et isocyanates, des éléments chimiques nécessaires à la fabrication de peintures et de vernis à destination de différents secteurs industriels (automobile, construction, bâtiment, électronique...).

Deux plateformes chimiques en danger de mise à mort, 8.000 emplois sont concernés !

En Isère, le site de Vencorex est la principale usine de la plateforme chimique de Pont-de-Claix, qui regroupe également d'autres entreprises comme **Air Liquide, Segens, Framatom, Suez, Solvay...** et impacte et irrigue également la plateforme chimique de Jarrie, située à proximité de Pont-de-Claix.

Pour la CGT, qui alerte depuis juillet sur la situation, l'enjeu, déjà dramatique pour les 500 salariés du groupe, va « *au-delà de Vencorex* ». Avec la liquidation programmée du site par le patron de Vencorex, c'est en réalité l'ensemble de l'activité de deux plateformes chimiques (Pont de Claix et Jarrie) du bassin industriel grenoblois qui se retrouvent en danger immédiat.

« *Nous estimons que 2.000 emplois sont directement en danger, auxquels s'ajoutent 6 000 emplois indirects menacés, pour une sombre perspective de 8.000 emplois détruits.* » explique ainsi la Fédération nationale des industries chimiques CGT qui précise : « *qu'un véritable tsunami de misère s'abattra sur la région, les travailleurs et leurs familles, nécessitant une réponse collective.* »

Il faut souligner ici l'interdépendance très forte des différents secteurs des industries chimiques, parfaitement illustrée et par la seule plateforme de Pont de Claix et par l'interaction vitale entre ces deux plateformes chimiques.

- L'incinérateur de déchets spéciaux de Suez Pont de Claix et le site de Solvay fournissent leurs vapeurs à la plateforme chimique et du chauffage à une partie de l'agglomération grenobloise. Air Liquide Pont de Claix fournit de l'Oxyde de Carbone à Vencorex. La fin de Vencorex scellerait la fin du modèle de cette plateforme chimique... et menacerait aussi par un second effet domino, la plateforme chimique de Jarrie.

- En effet, la production de chlore, de soude et d'eau oxygénée, que fabrique le groupe Arkema situé à Jarrie (340 salariés) dépend de l'approvisionnement en sels... produits par Vencorex. Tandis que l'établissement de Framatome, qui produit du zirconium, élément essentiel et stratégique de la chaîne combustible nucléaire française, se fournit en chlore auprès... d'Arkema Jarrie.

Seul fournisseur européen, Arkema Jarrie produit aussi du perchlorate d'Ariane, élément essentiel et stratégique rentrant dans la fabrication du carburant des fusées.

La défaillance du groupe Vencorex n'est donc pas seulement un sujet local, mais pose bien le sujet de la désindustrialisation (et de la perte de l'autonomie et de la souveraineté industrielle) à l'échelle régionale et même nationale. A la perspective de destruction massive d'emplois et leurs impacts terribles sur les territoires désindustrialisés et privés de bassin d'emploi, s'ajoutent donc une mise à mal globale des industries chimiques, dans un contexte plus large de destruction programmée par le patronat d'activités et d'emplois industriels dans de nombreux secteurs.

La désindustrialisation se poursuit en effet dans notre pays et semble même s'accélérer ces derniers mois, notamment au travers des choix du patronat de délocaliser les activités industrielles. Selon le baromètre Trendeo, les cessations d'activité ont ainsi progressé plus vite que les ouvertures d'usine entre janvier et juin.

Ajoutons ici que l'argument « *environnemental* » qui sous-tend les arguments malhonnêtes des patrons-pollueurs ne résiste pas à l'analyse des faits. Ce qui est aujourd'hui produit dans notre pays sera demain importé de pays étrangers où les normes sociales et environnementales sont largement en deçà des normes appliquées en France. Le patronat se moque du monde, comme il méprise la vie et l'environnement, ici comme ailleurs.

Les groupes capitalistes, rapaces et prédateurs, assistés et biberonnés par l'aide publique, sont les seuls responsables des fermetures d'usines et d'entreprises et de la dégradation de l'environnement. La lutte des salariés pour l'emploi, avec leurs syndicats CGT, est le levier par lequel ces derniers contraindront l'Etat et ces entreprises à mettre un terme à la boucherie sociale.

Il convient de rappeler que les puissants groupes industriels présents sur les deux plateformes chimiques sont **des mastodontes du secteur et ont bénéficié d'importantes subventions publiques**. Si des élus locaux ont interpellé l'Etat, seule la lutte, collective et unitaire, des salariés des plateformes de Pont de Claix et de Jarrie permettra de sauver les emplois, de sauvegarder et développer l'activité industrielle sur ces deux plateformes, imposer un repreneur dans des conditions sociales optimales.

Comme le souligne dans un communiqué la FNIC CGT, « *les syndicats CGT de la plateforme chimique de Pont de Claix ont décidé d'entrer en lutte pour le maintien de leurs emplois. Le 1er octobre, Appel national à la grève, est la date idéale pour organiser l'ensemble des travailleurs pour la bataille de l'emploi, dans l'Isère.* »

« *Il s'agit pour nous tous de montrer aux patrons des industries de Pont de Claix, mais aussi à l'ensemble du patronat, que la FNIC CGT se mobilise aux quatre coins de la France et dans toutes les usines pour lutter, auprès de nos Camarades, jusqu'à la victoire.* », ajoute la FNIC qui explique : « **Trop d'usines ferment, trop des nôtres périssent socialement. Trop c'est trop ! Soyons mobilisés, engagés et dans la lutte tous ensemble pour stopper l'hémorragie dans les emplois industriels !** ».

ÎLE-DE-FRANCE : MORT AU TRAVAIL !

Le syndicat CGT appelle à une meilleure sécurisation des chantiers franciliens, quelques jours après la mort tragique d'un ouvrier, écrasé par une poutre en métal.

Près d'une semaine après le tragique décès d'un ouvrier sur le chantier de la tour Triangle (XVe), ses confrères se mobilisent. Lundi, l'Union Régionale de la Construction-Bois-Ameublement CGT IDF s'indigne de la « *répétition des morts au travail* » sur les chantiers franciliens. Le syndicat réclame un plus grand respect des « *normes de sécurité élémentaires* ».

« **Le capitalisme tue et cela doit cesser.** Chaque jour, des ouvriers paient de leur vie l'irresponsabilité des entreprises qui privilégient la rentabilité au détriment de la sécurité », s'indigne la CGT.

L'ouvrier décédé, un quadragénaire portugais, a été écrasé par une poutre en métal qui servait de coffrage aux piliers en béton de ce qui doit devenir la troisième plus haute tour de Paris. Une enquête a été ouverte immédiatement.

Contre « la sous-traitance en escalade » !

« *Les responsables de cette situation doivent répondre de leurs actes, martèle le syndicat. Il est impératif que les entreprises concernées, quelle que soit leur taille ou leur influence, rendent des comptes pour leur manque de vigilance et de protection des travailleurs.* »

L'URCBA-CGT IDF demande expressément la mise en œuvre immédiate de mesures concrètes pour garantir la sécurité des ouvriers sur les chantiers. Le syndicat rappelle par ailleurs que cet accident n'est pas un cas isolé et

dénonce « la sous-traitance en cascade, mise en place pour maximiser les profits », qui affaiblirait « les protections de santé et de sécurité sur les chantiers ».

WEYLCHER À TROSLY-BREUIL (OISE) : LES SALARIÉS REDOUTENT UNE VAGUE DE LICENCIEMENTS !

La direction a annoncé, en juin, la perte d'un gros client. Environ 400 personnes travaillent dans cette usine spécialisée dans la chimie à Trosly-Breuil. Elles sont plongées dans l'incertitude.

L'incertitude règne dans les ateliers de l'usine Weylchem Lamotte, spécialisée dans la chimie, à Trosly-Breuil, à l'est de Compiègne, sur un site qu'elle partage avec les sociétés PQ, Archroma et Mercq, après l'écroulement de Clariant, employeur historique du secteur.

Les salariés de Weylchem craignent une saignée dans les effectifs, suite au départ d'un gros client, le fabricant de produits phytosanitaires Syngenta. « On a appris en juin que le contrat ne serait pas renouvelé. C'est 30 % du chiffre d'affaires et 20 à 25 % de la marge qui s'en va, calcule un délégué syndical. On n'arrive pas à s'aligner sur les prix chinois. Ça risque de déblayer au bulldozer. On est dans une économie où la seule variable d'ajustement pour continuer à être viable, ce sont les salariés. »

Le comité social et économique (CSE) a déclenché un droit d'alerte pour obtenir des détails, resté sans réponse à cette date.

« On devrait savoir mi-octobre comment on va être traité » !

Environ 400 salariés travaillent en CDI dans l'usine qui appartient au fonds d'investissement allemand ICIG. « Les collègues sont partis en vacances sans savoir s'ils seraient impactés, poursuit le délégué. Les gens sont démotivés, l'ambiance de travail n'est pas bonne. On devrait savoir mi-octobre comment on va être traité. Un plan social ? Une rupture conventionnelle collective ? »

Le syndicaliste reproche à la direction de « n'avoir rien trouvé pour remplacer un produit qu'on savait depuis longtemps en fin de vie, alors qu'on est capable de tout faire ». Et cet employé d'asséner : « On se retrouve le bec dans l'eau parce qu'il n'y a pas eu d'anticipation. » Il rappelle, enfin, que l'entreprise a touché de l'argent public, de l'État avec le crédit impôt recherche (CIR) et de la Région. **Cette dernière a participé à hauteur de près de 5 millions d'euros pour effectuer des travaux sur la ligne de fret qui dessert la plateforme de Trosly-Breuil.**

CHAUX ET DOLOMIE À RÉTY (PAS DE CALAIS) : UNE GRÈVE LANCÉE CHEZ LE PLUS GROS PRODUCTEUR FRANÇAIS DE CHAUX !

On peut être leader de l'industrie de la chaux ; posséder l'usine la plus importante de France avec 700.000 tonnes de chaux produites par an ; être en pointe dans les projets de décarbonation ; héritier de la vieille famille Lhoist, des industriels belges qui ont émergé en 1889... On peut être tout cela et, en même temps, de sacrés exploiters !

Améliorer les conditions de travail, rémunérer dignement le personnel et le respecter !

Lhoist est un groupe belge spécialisé dans la production et la commercialisation de chaux vive. La société va obtenir **120 millions d'euros de crédits européens** pour son programme de décarbonation du site Chaux et Dolomies du Boulonnais (CDB) implanté à Réty (Pas-de-Calais). Cette aide s'inscrit dans le cadre du Fonds d'innovation européen.

Et pourtant, l'entreprise est loin d'être exemplaire, avec :

- des salariés surveillés,
- des salariés sanctionnés,
- des salariés méprisés dans leurs droits.

Résultat : la lutte ! Un préavis de grève, avec arrêt de l'outil de production a donc été lancé avec reconduction en l'absence de dialogue.

WATTS (ROBINETTERIE/PLOMBERIE) ABBEVILLE (SOMME) : 123 LICENCIEMENTS PROGRAMMÉS !

La direction de l'usine installée depuis 1950 à Hautvillers-Ouville près d'Abbeville déclare à ses salarié-es le 1^{er} octobre la fermeture du site, probablement dans le premier semestre 2025. Le groupe envisageait déjà un arrêt progressif de la production entre mars et juin.

Une réunion programmée vers la mi-octobre devrait permettre aux salarié-es de connaître les intentions du groupe en matière "d'accompagnement social", voire de propositions de reclassement, sachant que Watts dispose également en France d'une plate-forme logistique à Sorgues, près d'Avignon !!!

En mars 2021, Watts avait déjà supprimé 52 emplois sur son site de Socla en Savoie. A l'époque Socla et ses usines ont été rachetées par les Américains de Watts Industries.

98 croix plantées devant l'usine !

Ce vendredi 4 octobre 2024, en début d'après-midi, des salariés de WATTS ont planté 98 croix mortuaires sur les bords enherbés de la Départementale, chacune portant un prénom d'employé de l'usine vouée à fermer en 2025.

AUTOMOBILE: NOVARES VA FERMER SON USINE EN ALSACE !

L'équipementier automobile français Novares va fermer son site d'Ostwald, près de Strasbourg (Bas-Rhin), entraînant la perte de ses 122 emplois. Deux réunions du Comité social et économique (CSE) central puis local programmées les 8 et 9 octobre prochains doivent enclencher le processus de fermeture et fixer son calendrier, suite à l'annonce de ce projet lors de CSE réunis la semaine dernière, ont indiqué les représentants de l'intersyndicale CGT-FO-CFTC. Ceux-ci ont appelé à une manifestation mardi pour exiger le maintien du site qui fabrique des pièces en plastique pour l'habillage de l'intérieur des véhicules.

Si la décision intervient dans un contexte de difficultés du marché automobile, les syndicats estiment que l'usine alsacienne a été «mise à l'écart» par leur groupe. «Nous sommes mis à l'écart depuis 2018 pour décrocher de nouveaux marchés», a ainsi assuré une militante syndicale. Cette situation entraîne «l'arrivée progressive en fin de vie des contrats», a-t-elle poursuivi. Le «dernier espoir», selon l'intersyndicale, résidait dans de possibles commandes du constructeur britannique Ineos, mais celles-ci n'ont pas été obtenues, a-t-elle relaté.

L'usine, **qui fournit principalement Stellantis, emploie 122 salariés**, «dont la moyenne d'âge dépasse 50 ans». Le site d'Ostwald est «encore une fois victime de toutes ces pratiques irrespectueuses de nos dirigeants vis-à-vis de leurs salarié-es, de ces politiques de délocalisation et de profits alors que nous avons les moyens techniques et les compétences humaines pour des productions de qualité», avait écrit l'intersyndicale dans un communiqué le 17 septembre.

Novares, qui produit des composants et des ensembles plastiques pour l'automobile, **compte 37 usines réparties dans 22 pays pour un chiffre d'affaires d'1,2 milliard d'euros en 2023.**

SAINT-QUENTIN-FALLAVIER (ISÈRE) : GRÈVE RECONDUCTIBLE STRATÉGIQUE CHEZ VALEO !

Sur le site Valéo de Saint-Quentin-Fallavier, des salarié-es se livrent, depuis lundi 30 septembre, à une grève reconductible des plus stratégiques. *"Tous les techniciens d'une même ligne de production sont à l'arrêt. Or c'est une ligne qui fonctionne à flux tendu d'habitude. L'objectif, c'est de faire perdre beaucoup d'argent à la boîte pour qu'elle accepte de négocier. Nous avons une caisse de grève, nous pouvons tenir"*, explique Serge Gonnellaz, délégué syndical Sud Industrie. Objectif des grévistes : obtenir que leur site ne soit pas vendu. Pour rappel : l'équipementier automobile Valeo souhaite vendre trois sites en France dont celui de Saint-Quentin-Fallavier.

MONDE

ETATS-UNIS : LES DOCKERS DÉMARRENT LA GRÈVE !

De Houston à Boston, les principaux ports de la Côte Est sont concernés par un mouvement social des travailleurs portuaires qui a débuté mardi 1^{er} octobre. Les grévistes réclament 77 % d'augmentation de salaire sur six ans.

Le syndicat des dockers voulait la grève, et une offre patronale de dernière minute d'augmenter les salaires de 50 % sur six ans n'a rien empêché. Comme prévu, des dizaines de milliers de dockers de la Côte est des Etats-Unis et du golfe du Mexique ont cessé le travail, faute d'accord avec le patronat. Le mouvement de l'International Longshoremen's Association (ILA), le principal syndicat de dockers qui compte **85.000 membres**, **devrait paralyser quelque quatorze ports**, de Houston à Boston, en passant par New York, Baltimore, Savannah et Miami.

Une rupture des négociations en juin !

Cette grève est la première depuis celle de 1977, qui visait à lutter contre la généralisation des conteneurs et avait duré **quarante-quatre jours**. L'importance de ces ports est décisive, la moitié du trafic de conteneurs empruntant ces portes d'entrée sur le territoire américain. Un détournement sur la Côte ouest est de l'ordre de l'impossible, avec un canal de Panama encombré pour cause de sécheresse, des ports californiens saturés.

Le climat social est peu amène, avec la grève chez Boeing, Extron et Eaton qui se poursuit, tandis que le secteur automobile est en chute libre. Les panneaux de remises fleurissent sur les concessions automobiles des Etats-Unis. Les constructeurs, qui avaient engrangé des bénéfices records subissent la désaffection des Américains pour la voiture électrique. **Stellantis (qui possède Jeep, Chrysler et Ram)** a lancé un avertissement sur ses profits : résultat, son action a baissé de 13 % lundi 30 septembre tandis que GM et Ford reculaient de 3,8 % et 2,6 % à Wall Street.

L'autre interrogation porte sur l'économie américaine et mondiale. Selon les analyses en cours, certaines compagnies de transport maritime ont mis en garde contre des surcoûts de 1 500 à 3 000 dollars par conteneur en cas de grève. Les tarifs pourraient augmenter de plusieurs milliers de dollars par conteneur en cas de grève de cinq

jours. Les entreprises se sont efforcées d'accélérer leurs importations à l'approche du mouvement. Selon un décompte fait par CNBC, la chaîne de supermarchés Walmart a importé plus de 47 000 conteneurs sur la Côte est depuis un an, Ikea 43 000, Samsung 34 000. Ces derniers jours, les chemins de fer ont cessé de transporter des marchandises destinées à l'exportation.

Jusqu'à 45.000 dockers et 36 ports pourraient être en grève cette semaine !

Dernière nouvelle : Les dockers ont gagné

Les dockers de la Côte est des Etats-Unis et du Golfe du Mexique ont gagné une augmentation de salaire de 62 %. Ils seront payés 63 dollars de l'heure contre 39 actuellement. Cette rémunération est plus de sept fois supérieure au salaire minimal fédéral horaire fédéral des Etats-Unis fixé à 7,25 dollars.

ALLEMAGNE : ALSTOM ANNONCE LA FERMETURE DE SON USINE ALLEMANDE DE GÖRLITZ !

Le constructeur ferroviaire a annoncé mercredi à ses salariés son intention de fermer d'ici à mars 2026 ce site qui emploie actuellement environ **700 personnes** dans l'ex-Allemagne de l'Est. Il cherche un investisseur en parallèle. Alstom réorganise son dispositif industriel en Allemagne. Le site, situé dans l'ex-Allemagne de l'Est, est issu de Bombardier, qu'Alstom a acheté en 2021.

ESPAGNE : GRÈVE EN SOUTIEN À LA PALESTINE ET AU LIBAN !

Plusieurs syndicats espagnols dont la CGT et Solidaridad Obrera, avec près de 200 ONG et d'organisations étudiantes, ont initié vendredi 27 septembre une grève de 24 heures en soutien à la Palestine et au Liban. *Plusieurs manifestations ont eu lieu dans les grandes villes du pays : Madrid, Barcelone, Bilbao... "Le message que nous voulons envoyer au gouvernement espagnol et au monde entier est de rompre toutes les relations avec Israël"* a soutenu Carmen Arnaiz, représentante de la CGT.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement